



METRO A AUGMENTÉ SON BÉNÉFICE NET DE 25,5 % AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2008

FAITS SAILLANTS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2008

- Chiffre d'affaires de 2 476,0 millions \$, en hausse de 1,8 %
- Bénéfice net de 72,3 millions \$, en hausse de 25,5 %
- Bénéfice net dilué par action de 0,64 \$, en hausse de 30,6 %

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2008

- Chiffre d'affaires de 10 725,2 millions \$, en hausse de 0,8 %
 - Bénéfice net de 292,7 millions \$, en hausse de 5,8 %
 - Bénéfice net dilué par action de 2,58 \$, en hausse de 8,9 %
-

(Montréal, le 19 novembre 2008) – METRO INC. a réalisé, au quatrième trimestre de 2008, un bénéfice net de 72,3 millions \$, en hausse de 25,5 % par rapport à 57,6 millions \$ en 2007, et un bénéfice net dilué par action de 0,64 \$ par rapport à 0,49 \$ l'an passé, soit une augmentation de 30,6 %.

Le bénéfice net de l'exercice 2008 a été de 292,7 millions \$, en hausse de 5,8 % par rapport à 276,6 millions \$ en 2007, et le bénéfice net dilué par action a été de 2,58 \$ par rapport à 2,37 \$ l'an passé, soit une augmentation de 8,9 %.

En excluant les éléments non récurrents, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2008 de 72,3 millions \$ a augmenté de 8,2 % par rapport à 66,8 millions \$ en 2007, et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ de 0,64 \$ a augmenté de 12,3 % par rapport à 0,57 \$ l'an dernier. Le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ de l'exercice 2008 a été de 281,3 millions \$ par rapport à 295,0 millions \$ en 2007, et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ a été de 2,48 \$ par rapport à 2,53 \$ l'an dernier.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

« Les efforts déployés et les mesures prises par nos équipes pour corriger rapidement les difficultés rencontrées au cours du premier semestre de 2008 ont porté fruit avec la croissance de notre bénéfice net aux deux derniers trimestres. La conversion de nos cinq bannières de supermarchés en Ontario à la bannière Metro a débuté en septembre et 42 magasins ont été convertis en date du 17 novembre 2008. Ces conversions ont été bien accueillies par notre clientèle et les résultats obtenus jusqu'à présent sont encourageants. Je suis confiant que ce programme d'investissement en Ontario combiné à la force de notre réseau au Québec nous permettra de poursuivre notre croissance en 2009, » a souligné Eric R. La Flèche, président et chef de la direction.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires a augmenté de 1,8 % au quatrième trimestre de 2008 pour atteindre 2 476,0 millions \$, comparativement à 2 432,4 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, le chiffre d'affaires du quatrième trimestre de 2008 a augmenté de 2,1 %. Le chiffre d'affaires de nos magasins comparables a augmenté de 1,5 % au quatrième trimestre.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 0,8 % au cours de l'exercice 2008 pour atteindre 10 725,2 millions \$, comparativement à 10 644,6 millions \$ pour 2007. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, l'augmentation du chiffre d'affaires a été de 1,3 %.

BÉNÉFICE AVANT INTÉRÊTS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)⁽¹⁾

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement⁽¹⁾ pour le quatrième trimestre de 2008 a été de 160,4 millions \$, comparativement à 134,9 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 18,9 %. Le BAIIA⁽¹⁾ du quatrième trimestre représente un taux de 6,5 % du chiffre d'affaires, comparativement à 5,5 % l'an dernier. En excluant cependant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 14,1 millions \$ enregistrées en 2007, le pourcentage du BAIIA ajusté⁽¹⁾ sur le chiffre d'affaires du quatrième trimestre de 2007 a été de 6,1 %.

Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 5,0 millions \$ au quatrième trimestre de 2008, comparativement à 7,6 millions \$ au quatrième trimestre de 2007. Les résultats de Alimentation Couche-Tard Inc. à son premier trimestre de 2009 ont été affectés par un ralentissement économique et une baisse des marges sur l'essence aux États-Unis.

En excluant les éléments non récurrents ainsi que notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, notre BAIIA ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2008 a été de 155,4 millions \$ ou 6,3 % du chiffre d'affaires, comparativement à 141,4 millions \$ ou 5,8 % du chiffre d'affaires pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La fin de la période de rodage des nouveaux systèmes informatiques en Ontario et la bonne performance de nos opérations au Québec nous ont permis de renouer au troisième trimestre avec la croissance de notre BAIIA⁽¹⁾ et de la maintenir au quatrième trimestre.

Pour l'exercice 2008, le BAIIA⁽¹⁾ a été de 639,7 millions \$, soit 6,0 % du chiffre d'affaires, comparativement à 625,5 millions \$ pour l'an passé ou 5,9 % du chiffre d'affaires. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 30,5 millions \$ enregistrées au cours de 2007, le pourcentage du BAIIA ajusté⁽¹⁾ sur le chiffre d'affaires a été de 6,2 %.

Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 17,6 millions \$ au cours de 2008, comparativement à 25,3 millions \$ en 2007. En excluant les éléments non récurrents ainsi que notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, notre BAIIA⁽¹⁾ de 2008 a été de 622,1 millions \$ ou 5,8 % du chiffre d'affaires, comparativement à 630,7 millions \$ ou 5,9 % du chiffre d'affaires pour l'exercice précédent.

La diminution du BAIIA⁽¹⁾ excluant la quote-part dans Alimentation Couche-Tard pour l'exercice 2008 s'explique par les résultats des deux premiers trimestres. Un environnement concurrentiel plus intense en Ontario ainsi qu'une période de rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et de notre nouvel entrepôt des Services alimentaires au Québec, ont affecté nos marges brutes et nos dépenses.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

Ajustements au BAIIA⁽¹⁾

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	12 semaines Exercices financiers					
	2008			2007		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	160,4	2 476,0	6,5	134,9	2 432,4	5,5
Charges d'intégration et de rationalisation	—	—	—	14,1	—	—
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	160,4	2 476,0	6,5	149,0	2 432,4	6,1
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(5,0)	—	—	(7,6)	—	—
BAIIA ajusté ⁽¹⁾ excluant la quote-part	155,4	2 476,0	6,3	141,4	2 432,4	5,8

	52 semaines Exercices financiers					
	2008			2007		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	639,7	10 725,2	6,0	625,5	10 644,6	5,9
Charges d'intégration et de rationalisation	—	—	—	30,5	—	—
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	639,7	10 725,2	6,0	656,0	10 644,6	6,2
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(17,6)	—	—	(25,3)	—	—
BAIIA ajusté ⁽¹⁾ excluant la quote-part	622,1	10 725,2	5,8	630,7	10 644,6	5,9

AMORTISSEMENT ET INTÉRÊTS

Les dépenses d'amortissement pour le quatrième trimestre et l'exercice de 2008 ont été respectivement de 41,4 millions \$ et de 176,3 millions \$, comparativement à 39,7 millions \$ et 165,7 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'an passé. Les intérêts ont été de 12,4 millions \$ au quatrième trimestre de 2008 et de 14,0 millions \$ au trimestre correspondant de l'an passé. Pour l'exercice 2008, les intérêts ont été de 58,4 millions \$, comparativement à 61,6 millions \$ pour l'an passé. Le taux de financement moyen a été de 5,2 % pour l'exercice 2008, comparativement à 5,4 % pour l'exercice précédent.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les charges d'impôts ont été de 34,3 millions \$ au quatrième trimestre de 2008 et de 114,2 millions \$ pour l'exercice 2008 avec des taux d'imposition respectifs de 32,2 % et 28,2 %. Pour le quatrième trimestre de 2007 et l'exercice 2007, les charges d'impôts ont été respectivement de 26,1 millions \$ et de 125,2 millions \$ avec des taux d'imposition de 32,1 % et 31,4 % respectivement. Au cours du premier trimestre de 2008, une diminution de charge d'impôts de 11,4 millions \$ avait été enregistrée, suite à des étapes complétées par le gouvernement du Canada dans son processus d'approbation de son énoncé économique pour réduire le taux général d'imposition futur pour les sociétés.

Au cours du troisième trimestre de 2007, le gouvernement du Canada a complété des étapes de son processus d'approbation de son budget qui prévoyait, entre autres, une réduction du taux d'imposition pour les grandes sociétés de 0,5 % au 1^{er} janvier 2011. Cette baisse du taux fédéral a entraîné une baisse de nos passifs d'impôts futurs de 1,8 million \$, ainsi qu'une diminution de notre charge d'impôts du troisième trimestre de 2007 du même montant. En excluant les diminutions de charges d'impôts de 2008 et 2007, les taux effectifs ont été de 31,0 % pour l'exercice 2008 et de 31,9 % pour l'exercice 2007.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net pour le quatrième trimestre de 2008 a été de 72,3 millions \$, comparativement à 57,6 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé, soit une augmentation de 25,5 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,64 \$ par rapport à 0,49 \$ l'an passé, en hausse de 30,6 %. Au quatrième trimestre de 2007, nous avons eu des charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 14,1 millions \$ avant impôts. En excluant cet élément non récurrent, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ pour le quatrième trimestre de 2007 a été de 66,8 millions \$ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ de 0,57 \$. Le bénéfice net du quatrième trimestre de 2008 a augmenté de 8,2 % par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2007, et le bénéfice net dilué par action a augmenté de 12,3 % par rapport au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2007.

Le bénéfice net de l'exercice 2008 a été de 292,7 millions \$, comparativement à 276,6 millions \$ l'an passé, soit une augmentation de 5,8 %. En excluant la réduction de la charge d'impôts de 11,4 millions \$ en 2008, la réduction de la charge d'impôts de 1,8 million \$ et les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada avant impôts de 30,5 millions \$ pour 2007, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ pour 2008 a été de 281,3 millions \$ et de 295,0 millions \$ pour l'exercice 2007, soit une baisse de 4,6 %. Le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ a été de 2,48 \$, comparativement à 2,53 \$ l'an passé, soit une baisse de 2,0 %.

Ajustements au bénéfice net

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	12 semaines					
	Exercices financiers					
	2008		2007		Variation	
	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net (%)	BPA dilué (%)
Bénéfice net	72,3	0,64	57,6	0,49	25,5	30,6
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	9,2	0,08		
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	72,3	0,64	66,8	0,57	8,2	12,3

	52 semaines					
	Exercices financiers					
	2008		2007		Variation	
	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net (%)	BPA dilué (%)
Bénéfice net	292,7	2,58	276,6	2,37	5,8	8,9
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	20,2	0,18		
Diminution de la charge d'impôts	(11,4)	(0,10)	(1,8)	(0,02)		
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	281,3	2,48	295,0	2,53	(4,6)	(2,0)

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

Résumé des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2008	2007	Variation (%)
Chiffre d'affaires			
4 ^e trim.	2 476,0	2 432,4	1,8
3 ^e trim.	3 370,0	3 341,0	0,9
2 ^e trim.	2 372,4	2 356,2	0,7
1 ^{er} trim.	2 506,8	2 515,0	(0,3)
Bénéfice net			
4 ^e trim.	72,3	57,6	25,5
3 ^e trim.	92,6	89,3	3,7
2 ^e trim.	58,1	61,8	(6,0)
1 ^{er} trim.	69,7	67,9	2,7
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾			
4 ^e trim.	72,3	66,8	8,2
3 ^e trim.	92,6	91,1	1,6
2 ^e trim.	58,1	65,5	(11,3)
1 ^{er} trim.	58,3	71,6	(18,6)
Bénéfice net dilué par action (en dollars)			
4 ^e trim.	0,64	0,49	30,6
3 ^e trim.	0,82	0,77	6,5
2 ^e trim.	0,51	0,53	(3,8)
1 ^{er} trim.	0,61	0,58	5,2
Bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ (en dollars)			
4 ^e trim.	0,64	0,57	12,3
3 ^e trim.	0,82	0,78	5,1
2 ^e trim.	0,51	0,56	(8,9)
1 ^{er} trim.	0,51	0,62	(17,7)

Les chiffres d'affaires des quatre trimestres de 2008 par rapport à ceux de 2007 ont été affectés par une compétition soutenue en Ontario. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, les chiffres d'affaires des trimestres de 2008 ont augmenté de 0,3 % au premier trimestre, de 1,2 % au deuxième, de 1,5 % au troisième et de 2,1 % au quatrième.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du premier trimestre de 2008 par rapport à ceux de 2007 ont été en hausse de 2,7 % et de 5,2 % respectivement. En excluant la diminution de la charge d'impôts de 11,4 millions \$ en 2008 et les charges d'intégration et de rationalisation avant impôts de 5,6 millions \$ en 2007 liées à l'acquisition de A&P Canada, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ de 2008 ont diminué de 18,6 % et de 17,7 % respectivement.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du deuxième trimestre de 2008 ont été en baisse de 6,0 % et de 3,8 % respectivement par rapport à ceux de 2007. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 5,4 millions \$ avant impôts enregistrées au deuxième trimestre de 2007, le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du deuxième trimestre de 2008 ont été en baisse de 11,3 % et de 8,9 % respectivement par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2007.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

Les baisses de rentabilité des deux premiers trimestres de 2008 par rapport aux trimestres correspondants de 2007 proviennent d'un environnement concurrentiel plus intense en Ontario ainsi que de la période de rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et de notre nouvel entrepôt des Services alimentaires au Québec.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du troisième trimestre de 2008 ont été en hausse de 3,7 % et de 6,5 % par rapport à ceux de 2007. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 5,4 millions \$ avant impôts ainsi que la réduction de la charge d'impôts de 1,8 million \$ suite à l'annonce d'une baisse future du taux d'impôt fédéral enregistrées au troisième trimestre de 2007, le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du troisième trimestre de 2008 ont été en hausse de 1,6 % et de 5,1 % par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du troisième trimestre de 2007. La fin de la période de rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et la bonne performance de nos opérations au Québec ont contribué à la croissance de nos bénéfices.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du quatrième trimestre de 2008 ont été en hausse de 25,5 % et de 30,6 % par rapport à ceux de 2007. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 14,1 millions \$ avant impôts enregistrées au quatrième trimestre de 2007, le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du quatrième trimestre de 2008 ont été en hausse de 8,2 % et de 12,3 % par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2007. La reprise de la croissance de notre bénéfice net enregistrée au troisième trimestre de 2008 s'est poursuivie au quatrième trimestre.

	2008					2007				
	T1	T2	T3	T4	Exercice	T1	T2	T3	T4	Exercice
<i>(en millions de dollars)</i>										
Bénéfice net	69,7	58,1	92,6	72,3	292,7	67,9	61,8	89,3	57,6	276,6
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	—	—	—	3,7	3,7	3,6	9,2	20,2
Diminution de la charge d'impôts	(11,4)	—	—	—	(11,4)	—	—	(1,8)	—	(1,8)
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	58,3	58,1	92,6	72,3	281,3	71,6	65,5	91,1	66,8	295,0

	2008					2007				
	T1	T2	T3	T4	Exercice	T1	T2	T3	T4	Exercice
<i>(en dollars et par action)</i>										
Bénéfice net dilué	0,61	0,51	0,82	0,64	2,58	0,58	0,53	0,77	0,49	2,37
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	—	—	—	0,04	0,03	0,03	0,08	0,18
Diminution de la charge d'impôts	(0,10)	—	—	—	(0,10)	—	—	(0,02)	—	(0,02)
Bénéfice net dilué ajusté ⁽¹⁾	0,51	0,51	0,82	0,64	2,48	0,62	0,56	0,78	0,57	2,53

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

Situation de trésorerie

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les activités d'exploitation ont généré des fonds de 185,5 millions \$ au quatrième trimestre de 2008 et de 450,2 millions \$ pour l'exercice 2008, comparativement à 44,8 millions \$ au trimestre correspondant de 2007 et à 363,3 millions \$ pour l'exercice 2007. L'augmentation des flux générés au quatrième trimestre de 2008 par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2007 s'explique principalement par la variation nette des éléments hors caisse. L'augmentation des flux monétaires générés au cours de 2008 par rapport à ceux de 2007 s'explique principalement par une croissance du bénéfice net et par une variation nette des éléments hors caisse.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 72,7 millions \$ au quatrième trimestre de 2008 et de 188,6 millions \$ pour l'exercice 2008, comparativement à 70,6 millions \$ au quatrième trimestre de 2007 et à 258,9 millions \$ pour 2007. Cette diminution d'utilisation de fonds pour l'exercice 2008 provient principalement d'acquisitions d'immobilisations corporelles moins importantes.

Nous avons investi avec les détaillants 257,9 millions \$ au cours de l'exercice 2008, pour une augmentation de 423 000 pieds carrés ou 2,3 % de notre réseau de détail et pour une augmentation nette de 283 200 pieds carrés ou 1,5 % de notre réseau de détail. Nous avons procédé à l'ouverture de 10 nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans 26 magasins.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont nécessité des fonds de 85,8 millions \$ au quatrième trimestre de 2008 et de 210,4 millions \$ pour 2008, comparativement à une utilisation de fonds de 120,7 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2007 et de 169,6 millions \$ pour 2007. Les variations de fonds utilisés pour les activités de financement entre les périodes de 2008 et celles de 2007 s'expliquent principalement, d'une part, par des rachats d'actions subalternes catégorie A plus élevés en 2008 par rapport à 2007, soit 40,4 millions \$ au quatrième trimestre de 2008 et 120,7 millions \$ au cours de 2008 contre 28,4 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2007 et 28,9 millions \$ au cours de 2007 et, d'autre part, par des remboursements de dettes à long terme moins élevés en 2008 par rapport à 2007. Les remboursements de dettes à long terme de 2008 ont été de 26,3 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2008 et de 31,0 millions \$ pour l'exercice 2008, contre 76,6 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2007 et de 84,8 millions \$ pour l'exercice 2007. Au cours du quatrième trimestre de 2008, nous avons également procédé à un règlement de 16,4 millions \$ avec nos 36 franchisés Food Basics pour racheter leur participation dans ces magasins.

Situation financière

Notre situation financière à la fin de l'exercice 2008 était très saine. Nous avons de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 151,7 millions \$, une marge de crédit autorisée non utilisée de 400,0 millions \$ et notre pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (dette à long terme/capital total) était de 32,8 %.

Nos principales dettes à long terme à la fin de l'exercice 2008 se présentaient ainsi :

	Taux d'intérêt	Solde (en millions \$)	Échéance
Facilité de crédit A	Taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires	369,3	15 août 2012
Billets à moyen terme Série A	Taux fixe à 4,98 %	200,0	15 octobre 2015
Billets à moyen terme Série B	Taux fixe à 5,97 %	400,0	15 octobre 2035

(1) Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

Nous avons également à la fin de l'exercice des contrats d'échange de taux d'intérêt sur un montant nominal total de 150,0 millions \$ de la facilité de crédit A. Ces contrats permettent l'échange des paiements d'intérêts variables par des paiements d'intérêts fixes selon les conditions suivantes :

Taux fixe	Montant nominal (en millions \$)	Échéance
3,9480 %	50,0	23 novembre 2008
3,9820 %	50,0	16 décembre 2009
4,0425 %	50,0	16 décembre 2010

Ainsi, en considérant les contrats d'échange, nous avons à la fin de l'exercice l'équivalent de 750,0 millions \$ de dettes à long terme à taux fixes variant de 4,448 % à 5,97 % et 219,3 millions \$ à taux variables fluctuant selon les variations des taux des acceptations bancaires.

RATIOS FINANCIERS

	Au 27 septembre 2008	Au 29 septembre 2007
Structure financière		
Dettes à long terme (en millions \$)	1 005,0	1 028,8
Avoir des actionnaires (en millions \$)	2 061,1	1 932,3
Dettes à long terme/capital total (%)	32,8	34,7
	Exercice 2008	Exercice 2007
Résultats		
BAlIA ⁽¹⁾ /Intérêts (fois)	11,0	10,2

CAPITAL-ACTIONS, OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS ET UNITÉS D' ACTIONS AU RENDEMENT

	Au 27 septembre 2008	Au 29 septembre 2007
Nombre d'actions subalternes catégorie A en circulation (en milliers)	109 806	113 683
Nombre d'actions catégorie B en circulation (en milliers)	750	804
Options d'achat d'actions :		
Nombre en circulation (en milliers)	3 534	3 738
Prix d'exercice	17,01 \$ à 39,17 \$	11,80 \$ à 39,17 \$
Prix d'exercice moyen pondéré	23,63 \$	22,40 \$
Nombre d'unités d'actions au rendement :		
Nombre en circulation (en milliers)	210	124
Échéance moyenne pondérée	18 mois	22 mois

(1) Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

La Société a décidé de renouveler son programme de rachat d'actions afin de se doter d'une option supplémentaire pour utiliser les liquidités excédentaires. Ainsi, nous pourrions décider, dans le meilleur intérêt des actionnaires, de rembourser la dette ou de racheter des actions de la Société. Le conseil d'administration a autorisé la Société à acheter, dans le cours normal de ses activités entre le 5 septembre 2008 et le 4 septembre 2009, jusqu'à concurrence de 6 000 000 de ses actions subalternes catégorie A représentant approximativement 5,4 % de ses actions émises et en circulation, le 6 août 2008 à la fermeture de la Bourse de Toronto. Les achats s'effectueront au prix du marché par l'entremise de cette bourse et conformément à ses règles et politiques. Les actions subalternes catégorie A ainsi achetées seront annulées. Relativement à son programme de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités qui couvrait la période du 5 septembre 2007 au 4 septembre 2008, la Société a racheté 4 000 000 de ses actions subalternes catégorie A à un prix moyen de 26,55 \$ pour une considération totale de 106,2 millions \$, dont 1 500 000 actions achetées de A&P US à un prix de 27,25 \$ pour un total de 40,9 millions \$, au cours du premier trimestre de 2008. En ce qui concerne le programme qui couvre la période du 5 septembre 2008 au 4 septembre 2009, la Société a racheté jusqu'au 27 septembre 2008, 795 300 de ses actions subalternes catégorie A à un prix moyen de 28,95 \$ pour une considération totale de 23,0 millions \$.

DIVIDENDES

Le 23 septembre 2008, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,125 \$ par action à l'égard des actions subalternes catégorie A et des actions catégorie B, payable le 18 novembre 2008, soit une hausse de 8,7 % par rapport au dividende déclaré au même trimestre de l'année précédente. Ce dividende représente 20,0 % du bénéfice net de 2007.

OPÉRATIONS BOURSIÈRES

La valeur de l'action de METRO INC. s'est maintenue dans une fourchette de 21,00 \$ à 35,85 \$ au cours de l'exercice 2008. Durant cette période, le nombre d'actions négociées à la Bourse de Toronto s'est élevé à 83,7 millions d'actions. Le cours de clôture du vendredi 26 septembre 2008 était de 31,77 \$, comparativement à 35,00 \$ à la fin de l'exercice 2007.

Nouvelles conventions comptables

ADOPTÉES EN 2008

Capital et instruments financiers

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons adopté trois nouveaux chapitres publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) :

Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit les normes relatives à l'information à fournir sur le capital d'une entité et la façon dont il est géré. Selon ces nouvelles normes, une entité doit fournir les informations suivantes :

- ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital;
- des données quantitatives sommaires sur les éléments inclus dans la gestion du capital;
- le fait qu'elle s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise;
- si elle ne s'est pas conformée à ces exigences, les conséquences d'une telle inapplication.

(1) Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

Le chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir » modifie les obligations d'informations à fournir relativement aux instruments financiers qui étaient auparavant incluses dans le chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Selon ce nouveau chapitre, une entité doit fournir dans ses états financiers des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer :

- l'importance des instruments financiers sur sa situation financière et sa performance financière;
- la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels elle s'est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

Le chapitre 3863 « Instruments financiers – présentation » reprend telles quelles les directives de présentation de l'ancien chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ».

L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

RÉCEMMENT PUBLIÉES

Stocks

En juin 2007, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3031 « Stocks », qui remplacera le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre indique que les stocks devront être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Il fournit des lignes directrices sur la détermination du coût, permet l'utilisation de la méthode du prix de détail si elle donne des résultats proches du coût et exige la reprise d'une dépréciation antérieure lorsque la valeur des stocks augmente. Des informations plus détaillées relativement aux stocks et au coût des marchandises vendues seront également fournies.

La nouvelle norme s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. Nous ne prévoyons pas que l'application de ce nouveau chapitre, au cours du premier trimestre de notre prochain exercice, aura un impact significatif sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » qui remplacera le chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450 « Frais de recherche et de développement ».

Le nouveau chapitre 3064 confirme qu'au moment de leur constatation initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés à titre d'actifs seulement s'ils répondent à la définition d'un actif incorporel et aux critères de comptabilisation d'un actif. De plus, le chapitre 3064 fournit des indications supplémentaires relativement à la comptabilisation des actifs incorporels développés à l'interne (incluant les frais de recherche et de développement).

En ce qui a trait à l'évaluation ultérieure des actifs incorporels, les écarts d'acquisition et les informations à fournir, le chapitre 3064 reprend l'essentiel des recommandations de l'ancien chapitre 3062.

Le nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. Nous ne prévoyons pas que l'application de ce nouveau chapitre, au cours du premier trimestre de notre prochain exercice, aura un impact significatif sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

(1) Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

Normes internationales d'information financière

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables a confirmé la date de changement des principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Nous élaborons actuellement notre plan de conversion aux IFRS et évaluons l'incidence de ces nouvelles normes sur nos états financiers consolidés.

Communiqué de presse

Le communiqué de presse porte sur la situation financière et les résultats consolidés de METRO INC. en date du 27 septembre 2008. Ce communiqué de presse doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes afférentes inclus dans le présent communiqué de presse ainsi qu'avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 29 septembre 2007, les notes et le rapport de gestion afférents présentés dans le rapport annuel 2007 de la Société. Le communiqué de presse tient compte des informations en date du 7 novembre 2008 à moins d'indication contraire.

Déclarations prospectives

Toute déclaration contenue dans le présent communiqué de presse qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent communiqué, les verbes « croire », « prévoir », « estimer », « envisager » et d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de METRO INC. et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, le rendement ou les résultats réels de METRO INC. soient sensiblement différents du rendement ou des résultats futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Une description des risques identifiés par METRO INC. apparaît à la rubrique Gestion des risques du rapport annuel de 2007. Les déclarations prospectives énoncées dans le présent communiqué de presse font référence à un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités et la situation financière de METRO INC. L'une de ces hypothèses est que les tendances actuelles à l'égard de ces facteurs se maintiendront dans le futur. Ces hypothèses sont raisonnables et pertinentes à la date de publication du présent communiqué et représentent les attentes de METRO INC. à cette date. METRO INC. n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans les présentes, sauf si cela est requis par la loi.

Mesures non conformes aux PCGR

En plus de fournir des mesures du bénéfice selon les PCGR, nous avons inclus certaines mesures du bénéfice non conformes aux PCGR. Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les PCGR et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)

Le BAIIA est une mesure du bénéfice excluant la charge d'intérêts, les impôts et l'amortissement. Nous sommes d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités à partir de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

BAIIA ajusté, bénéfice net ajusté et bénéfice net dilué par action ajusté

Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net dilué par action ajusté sont des mesures du bénéfice excluant les éléments non récurrents. Nous sommes d'avis que les lecteurs d'états financiers seront mieux informés des résultats de la période courante et correspondante en présentant les résultats sans les éléments non récurrents. Ainsi, les lecteurs d'états financiers seront en mesure de mieux évaluer la performance de la Société et de juger de ses perspectives d'avenir.

(1) Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

Conférence téléphonique

Les analystes financiers et les investisseurs sont invités à participer à la conférence téléphonique portant sur les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2008 qui aura lieu **mercredi le 19 novembre 2008 à 10 h 00** (heure de l'est). Le numéro de téléphone à composer est le (416) 644-3416 ou (514) 807-8791. Les représentants des médias et les autres personnes intéressées sont invités à écouter la téléconférence en direct ou en différé sur le site de METRO INC. à l'adresse Internet www.metro.ca.

SOURCE : METRO INC.

RENSEIGNEMENTS : Richard Dufresne
Vice-président principal
et chef de la direction financière
Tél. : (514) 643-1003

**SERVICE DES RELATIONS
AVEC LES INVESTISSEURS :** Tél. : (514) 643-1055
Courriel : finance@metro.ca

Les renseignements sur la Société et les communiqués de presse de METRO INC. sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : www.metro.ca

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

États consolidés des résultats

Périodes terminées le 27 septembre 2008 et le 29 septembre 2007
(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)

	12 semaines Exercices financiers		52 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
Chiffre d'affaires	2 476,0 \$	2 432,4 \$	10 725,2 \$	10 644,6 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation	(2 320,6)	(2 291,0)	(10 103,1)	(10 013,9)
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	5,0	7,6	17,6	25,3
Charges d'intégration et de rationalisation (note 3)	—	(14,1)	—	(30,5)
Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement	160,4	134,9	639,7	625,5
Amortissement	(41,4)	(39,7)	(176,3)	(165,7)
Bénéfice d'exploitation	119,0	95,2	463,4	459,8
Intérêts, nets				
À court terme	0,6	0,7	0,5	2,7
À long terme	(13,0)	(14,7)	(58,9)	(64,3)
	(12,4)	(14,0)	(58,4)	(61,6)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	106,6	81,2	405,0	398,2
Impôts sur les bénéfices (note 5)	(34,3)	(26,1)	(114,2)	(125,2)
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	72,3	55,1	290,8	273,0
Part des actionnaires sans contrôle	—	2,5	1,9	3,6
Bénéfice net	72,3 \$	57,6 \$	292,7 \$	276,6 \$
Bénéfice par action (note 6)				
De base	0,65 \$	0,50 \$	2,60 \$	2,40 \$
Dilué	0,64 \$	0,49 \$	2,58 \$	2,37 \$

Voir les notes afférentes

Bilans consolidés

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Au 27 septembre 2008	Au 29 septembre 2007
ACTIFS		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	151,7 \$	100,5 \$
Débiteurs	309,7	327,8
Stocks	615,6	588,2
Charges payées d'avance	7,6	12,1
Impôts sur les bénéfices à recevoir	25,0	6,7
Impôts futurs	38,4	29,3
	1 148,0	1 064,6
Placements et autres actifs	169,1	151,0
Immobilisations corporelles	1 231,9	1 202,8
Actifs incorporels	328,6	332,0
Écarts d'acquisition	1 490,1	1 490,1
Impôts futurs	2,7	3,7
Actifs au titre des prestations constituées	40,7	33,2
	4 411,1 \$	4 277,4 \$
PASSIFS ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passifs à court terme		
Emprunts bancaires	0,9 \$	0,1 \$
Créditeurs	1 062,7	1 043,6
Impôts sur les bénéfices à payer	50,9	27,0
Impôts futurs	6,0	—
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	6,3	5,1
	1 126,8	1 075,8
Dette à long terme	1 005,0	1 028,8
Passifs au titre des prestations constituées	50,7	54,9
Impôts futurs	133,5	145,9
Autres éléments de passif à long terme	34,0	34,2
Part des actionnaires sans contrôle	—	5,5
	2 350,0	2 345,1
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 7)	697,6	714,8
Surplus d'apport	4,9	2,0
Bénéfices non répartis	1 359,6	1 214,3
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 8)	(1,0)	1,2
	2 061,1	1 932,3
	4 411,1 \$	4 277,4 \$
<i>Voir les notes afférentes</i>		

États consolidés des flux de trésorerie

Périodes terminées le 27 septembre 2008 et le 29 septembre 2007

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	12 semaines Exercices financiers		52 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	72,3 \$	57,6 \$	292,7 \$	276,6 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Charges d'intégration et de rationalisation (note 3)	—	6,0	—	6,6
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(5,0)	(7,6)	(17,6)	(25,3)
Amortissement	41,4	39,7	176,3	165,7
Amortissement des frais de financement reportés	0,5	0,4	2,1	2,0
Perte sur cession et radiation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	1,6	0,5	—	3,3
Gain sur cession de placements	—	(1,4)	(0,6)	(1,4)
Impôts futurs	(3,8)	2,3	(8,4)	14,0
Charge relative à la rémunération à base d'actions	1,1	0,7	3,8	3,5
Excédent des montants déboursés au titre des avantages sociaux futurs sur les charges de la période	(12,6)	(4,0)	(11,7)	(5,9)
Part des actionnaires sans contrôle	—	(2,5)	(1,9)	(3,6)
	95,5	91,7	434,7	435,5
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	90,0	(46,9)	15,5	(72,2)
	185,5	44,8	450,2	363,3
Activités d'investissement				
Variation nette de placements et autres actifs	7,8	1,8	1,8	3,4
Dividendes d'une société satellite publique	0,7	1,3	2,9	2,5
Acquisition d'immobilisations corporelles	(77,2)	(60,3)	(171,5)	(229,7)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles	—	—	10,9	8,5
Acquisition d'actifs incorporels	(4,0)	(13,4)	(32,7)	(43,6)
	(72,7)	(70,6)	(188,6)	(258,9)
Activités de financement				
Variation nette des emprunts bancaires	0,3	(0,4)	0,8	(0,2)
Émission d'actions (note 7)	7,8	0,1	11,4	11,1
Rachat d'actions (note 7)	(40,4)	(28,4)	(120,7)	(28,9)
Acquisition d'actions autodétenues (note 7)	—	—	(0,9)	(3,2)
Augmentation de la dette à long terme	0,3	0,5	1,9	3,3
Remboursement de la dette à long terme	(26,3)	(76,6)	(31,0)	(84,8)
Variation nette des autres éléments de passif à long terme	4,5	(2,7)	2,7	(14,9)
Dividendes versés	(13,9)	(13,2)	(55,3)	(51,8)
Règlement et retrait des actionnaires sans contrôle	(18,1)	—	(19,3)	(0,2)
	(85,8)	(120,7)	(210,4)	(169,6)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	27,0	(146,5)	51,2	(65,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	124,7	247,0	100,5	165,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	151,7 \$	100,5 \$	151,7 \$	100,5 \$
Information supplémentaire				
Intérêt payé	5,4 \$	4,6 \$	55,4 \$	62,2 \$
Impôts sur les bénéfices payés	20,0 \$	24,6 \$	121,8 \$	127,7 \$

Voir les notes afférentes

États consolidés des bénéfices non répartis

Périodes terminées le 27 septembre 2008 et le 29 septembre 2007
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Exercices financiers	
	2008	2007
Solde au début de l'exercice	1 214,3 \$	1 013,2 \$
Bénéfice net	292,7	276,6
Dividendes	(55,3)	(51,8)
Prime sur rachat d'actions	(92,1)	(23,7)
Solde à la fin de l'exercice	1 359,6 \$	1 214,3 \$

Voir les notes afférentes

États consolidés du résultat étendu

Périodes terminées le 27 septembre 2008 et le 29 septembre 2007
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	12 semaines Exercices financiers		52 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
Bénéfice net	72,3 \$	57,6 \$	292,7 \$	276,6 \$
Autres éléments du résultat étendu (note 8)				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(0,3)	(1,8)	(3,3)	1,2
Impôt correspondant	0,1	0,6	1,1	(0,4)
Résultat étendu	72,1 \$	56,4 \$	290,5 \$	277,4 \$

Voir les notes afférentes

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Périodes terminées le 27 septembre 2008 et le 29 septembre 2007

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf les données par action)

1. Mode de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en suivant les mêmes conventions et méthodes comptables employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de l'exercice terminé le 29 septembre 2007, à l'exception des nouvelles conventions comptables décrites à la note 2. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés devraient être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes afférentes inclus dans le rapport annuel 2007 de la Société. Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentées ne reflètent pas nécessairement les résultats qui seront réalisés pour l'exercice entier. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

2. Nouvelles conventions comptables

ADOPTÉES EN 2008

Capital et instruments financiers

Au cours du premier trimestre de 2008, la Société a adopté trois nouveaux chapitres publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) :

Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit les normes relatives à l'information à fournir sur le capital d'une entité et la façon dont il est géré. Selon ces nouvelles normes, une entité doit fournir les informations suivantes :

- ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital;
- des données quantitatives sommaires sur les éléments inclus dans la gestion du capital;
- le fait qu'elle s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise;
- si elle ne s'est pas conformée à ces exigences, les conséquences d'une telle inapplication.

Le chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir » modifie les obligations d'informations à fournir relativement aux instruments financiers qui étaient auparavant incluses dans le chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Selon ce nouveau chapitre, une entité doit fournir dans ses états financiers des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer :

- l'importance des instruments financiers sur sa situation financière et sa performance financière;
- la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels elle s'est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

Le chapitre 3863 « Instruments financiers – présentation » reprend telles quelles les directives de présentation de l'ancien chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ».

L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

2. Nouvelles conventions comptables (suite)

RÉCEMMENT PUBLIÉES

Stocks

En juin 2007, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3031 « Stocks », qui remplacera le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre indique que les stocks devront être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Il fournit des lignes directrices sur la détermination du coût, permet l'utilisation de la méthode du prix de détail si elle donne des résultats proches du coût et exige la reprise d'une dépréciation antérieure lorsque la valeur des stocks augmente. Des informations plus détaillées relativement aux stocks et au coût des marchandises vendues seront également fournies.

La nouvelle norme s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. La Société ne prévoit pas que l'application de ce nouveau chapitre, au cours du premier trimestre de son prochain exercice, aura un impact significatif sur ses résultats, sa situation financière et ses flux de trésorerie.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » qui remplacera le chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450 « Frais de recherche et de développement ».

Le nouveau chapitre 3064 confirme qu'au moment de leur constatation initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés à titre d'actifs seulement s'ils répondent à la définition d'un actif incorporel et aux critères de comptabilisation d'un actif. De plus, le chapitre 3064 fournit des indications supplémentaires relativement à la comptabilisation des actifs incorporels développés à l'interne (incluant les frais de recherche et de développement).

En ce qui a trait à l'évaluation ultérieure des actifs incorporels, les écarts d'acquisition et les informations à fournir, le chapitre 3064 reprend l'essentiel des recommandations de l'ancien chapitre 3062.

Le nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. La Société ne prévoit pas que l'application de ce nouveau chapitre, au cours du premier trimestre de son prochain exercice, aura un impact significatif sur ses résultats, sa situation financière et ses flux de trésorerie.

3. Charges d'intégration et de rationalisation

Au cours de l'exercice 2007, la Société a complété la réalisation de son plan d'intégration et de rationalisation de ses activités suite à l'acquisition de A&P Canada. Ce plan était construit sur trois principaux axes, soit le réseau de magasins, l'intégration des opérations ainsi que l'implantation des systèmes informatiques chez A&P Canada.

Au cours de la période terminée le 29 septembre 2007, ce plan d'intégration et de rationalisation avait entraîné des coûts qui se résumaient comme suit :

Selon la nature des projets

	Exercice financier 2007	
	12 semaines	52 semaines
Magasins	6,2 \$	8,4 \$
Intégration d'opérations	5,6	10,6
Implantation de systèmes informatiques	2,3	11,5
	14,1 \$	30,5 \$

3. Charges d'intégration et de rationalisation (suite)

Selon la nature des charges

	Exercice financier 2007	
	12 semaines	52 semaines
Primes de rétention, prestations de cessation d'emploi et autres	6,0 \$	10,3 \$
Formation et implantation informatique	2,3	11,5
Loyers vacants	(0,2)	2,1
	8,1 \$	23,9 \$
Radiation d'actifs	6,0	6,6
	14,1 \$	30,5 \$

4. Avantages sociaux futurs

La Société offre plusieurs régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui garantissent à la plupart de ses participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi. La charge de la Société au titre de ses régimes à cotisations et à prestations déterminées se présentait comme suit :

	12 semaines Exercices financiers				52 semaines Exercices financiers			
	2008		2007		2008		2007	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Régimes à cotisations déterminées	5,2 \$	0,1 \$	5,0 \$	0,3 \$	25,1 \$	0,5 \$	25,0 \$	0,5 \$
Régimes à prestations déterminées								
Coût des services rendus au cours de la période	5,8	—	4,9	0,5	24,2	1,1	23,7	1,4
Intérêts débiteurs	7,1	0,5	7,2	1,0	30,6	2,0	28,3	2,0
Rendement prévu des actifs des régimes	(9,9)	—	(8,9)	—	(42,5)	—	(38,1)	—
Amortissement des (gains) pertes actuariels et du coût des services passés	(1,0)	(0,3)	(0,2)	0,3	0,5	(0,3)	1,1	0,3
Modifications des régimes	0,7	—	0,5	(0,3)	0,7	—	0,5	(0,3)
	2,7	0,2	3,5	1,5	13,5	2,8	15,5	3,4
	7,9 \$	0,3 \$	8,5 \$	1,8 \$	38,6 \$	3,3 \$	40,5 \$	3,9 \$

5. Impôts sur les bénéfices

Les taux réels d'impôts sur les bénéfices s'établissaient comme suit :

	12 semaines Exercices financiers		52 semaines Exercices financiers	
	2008 %	2007 %	2008 %	2007 %
Taux combiné prévu par la loi	32,2	32,2	31,5	32,3
Variations				
Effet de la baisse de 3,5 % (0,5 % en 2007) du taux fédéral sur les impôts futurs (11,4 \$ en 2008 et 1,8 \$ en 2007)	—	—	(2,8)	(0,5)
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(1,1)	(1,4)	(0,8)	(0,9)
Autres	1,1	1,3	0,3	0,5
	32,2	32,1	28,2	31,4

6. Bénéfice par action

Le bénéfice net par action de base et le bénéfice net dilué par action ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

<i>(en millions)</i>	12 semaines Exercices financiers		52 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation — De base	111,1	115,0	112,6	115,0
Effet de dilution en vertu du régime d'options d'achat d'actions et des unités d'actions au rendement	0,8	1,5	0,7	1,6
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation — Dilué	111,9	116,5	113,3	116,6

7. Capital-actions

En circulation

	Actions subalternes catégorie A		Actions catégorie B		Total
	Nombre (en milliers)		Nombre (en milliers)		
Solde au 29 septembre 2007	113 683	713,2 \$	804	1,6 \$	714,8 \$
Émission d'actions contre espèces	661	11,4	—	—	11,4
Transfert du surplus d'apport – exercice d'options	—	0,2	—	—	0,2
Rachat d'actions en espèces excluant une prime de 92,1 \$	(4 552)	(28,6)	—	—	(28,6)
Conversion d'actions catégorie B en actions subalternes catégorie A	54	0,1	(54)	(0,1)	—
Acquisition d'actions autodétenues excluant une prime de 0,7 \$	(40)	(0,2)	—	—	(0,2)
Solde au 27 septembre 2008	109 806	696,1 \$	750	1,5 \$	697,6 \$

La Société s'est prévaluée, le 29 novembre 2007, de l'option d'achat d'actions qui lui avait été octroyée par The Great Atlantic & Pacific Tea Company (A&P US) en achetant 1,5 million de ses actions subalternes catégorie A mises en vente par A&P US pour une considération totale de 40,9 \$. Les actions achetées ont été annulées et considérées dans le programme de rachat d'actions de la Société.

Régime d'options d'achat d'actions

Au 27 septembre 2008, 3 534 440 options d'achat d'actions étaient en circulation à des prix de levée variant de 17,01 \$ à 39,17 \$, échéant jusqu'en 2015, dont 2 235 240 options d'achat d'actions pouvaient être exercées à un prix d'exercice moyen pondéré de 21,57 \$.

Les attributions d'options d'achat d'actions se résumaient comme suit :

	12 semaines Exercices financiers		52 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
Options d'achat d'actions attribuées au cours de la période	127 400	64 000	558 400	199 600
Prix d'exercice moyen pondéré	27,90 \$	37,16 \$	25,78 \$	37,55 \$
Juste valeur moyenne pondérée	6,59 \$	10,50 \$	6,17 \$	10,49 \$

Au cours de la période de 52 semaines de l'exercice 2008, la juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions attribuées au cours de la période a été déterminée selon le modèle Black & Scholes à la date d'attribution selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes : taux d'intérêt sans risque de 3,3 % (4,3 % en 2007), durée prévue de six ans (six ans en 2007), volatilité prévue de 22,3 % (25,1 % en 2007), taux de dividende prévu de 1,4 % (1,5 % en 2007).

La charge de rémunération de toutes ces options s'est élevée à 0,5 \$ pour le quatrième trimestre de 2008 (0,4 \$ en 2007) et à 1,9 \$ pour les 52 semaines de 2008 (2,1 \$ en 2007).

7. Capital-actions (suite)

Régime d'unités d'actions au rendement

Au 27 septembre 2008, 210 472 unités d'actions au rendement (UAR) étaient en circulation. Au cours de l'exercice 2008, 114 683 UAR ont été attribuées (81 211 en 2007) et 28 030 UAR ont été annulées (5 840 en 2007). Pour le quatrième trimestre, les octrois se sont élevés à 592 UAR (aucun en 2007) et il n'y a eu aucune annulation (5 840 en 2007).

À la fin du quatrième trimestre, 194 000 actions étaient détenues par un fiduciaire à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés aux UAR soient acquis ou qu'elles soient annulées (154 000 en 2007). Au cours de ce trimestre, aucune action n'a été acquise (aucune en 2007).

Une charge de rémunération de 1,9 \$ a été comptabilisée au cours de la période de 52 semaines de 2008 (1,4 \$ en 2007) relativement au régime d'UAR, dont 0,6 \$ au quatrième trimestre (0,3 \$ en 2007).

8. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie constituent la seule composante du cumul des autres éléments du résultat étendu. Les variations survenues au cours de la période de 52 semaines se détaillaient comme suit :

	Exercices financiers	
	2008	2007
Solde au début de l'exercice	1,2 \$	0,4 \$
Variation de la juste valeur des dérivés désignés survenue au cours de la période nette d'impôts de 1,1 \$ (0,4 \$ en 2007)	(2,2)	0,8
Solde à la fin de l'exercice	(1,0) \$	1,2 \$

9. Éventualité

La Société a reçu, en janvier 2007, une procédure concernant un recours intenté par des bénéficiaires d'un régime de retraite multiemployeurs. Ils réclament notamment des dommages de 1 milliard \$ pour des motifs de mauvaise gestion des actifs du régime, contre les fiduciaires et les employeurs. La Société est l'un des 443 employeurs visés par ce recours et n'a pas participé à la gestion de ce régime. Le 4 avril 2008, la cour, avec le consentement des parties impliquées, a rendu une ordonnance aux termes de laquelle elle rejetait le recours intenté contre les employeurs dont la Société. Le 27 août 2008, la cour, avec le consentement des parties impliquées, a rendu une ordonnance aux termes de laquelle elle rejetait le recours intenté contre les fiduciaires. Ce dossier est donc réglé.

10. Opération entre apparentés

Au cours du troisième trimestre, la Société a acquis, à la valeur d'échange, un supermarché d'alimentation dans lequel un membre du conseil d'administration, Mme Maryse Labonté, détenait un intérêt. Suite à cette transaction, Mme Labonté a démissionné le 2 juin 2008 à titre d'administrateur de la Société.

11. Gestion du capital

La Société tend à maintenir un niveau de capital qui lui permet de rencontrer plusieurs objectifs, entre autres :

- Viser un pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (ratio dette à long terme/capital total) inférieur à 50 %;
- Conserver une cote de crédit suffisante pour l'obtention de la qualification « Catégorie d'investissement » pour ses billets à terme;
- Verser un dividende annuel total représentant environ 20 % du bénéfice net avant les éléments extraordinaires de l'exercice précédent.

Dans sa structure du capital, la Société considère ses régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions au rendement offerts à des employés clés et des dirigeants. De plus, le programme de rachat d'actions constitue l'un des outils que la Société utilise dans l'atteinte de ses objectifs.

La Société n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2008, la Société a réalisé les résultats suivants relativement à ses objectifs de gestion du capital :

- Un ratio dette à long terme/capital total de 32,8 % (34,7 % au 29 septembre 2007);
- Une cote de crédit BBB confirmée par S&P et DBRS au cours de l'exercice 2008 (même cote au cours de l'exercice 2007);
- Un dividende de 20,0 % du bénéfice net de l'exercice précédent (20,5 % en 2007).

Les objectifs de gestion du capital sont demeurés inchangés comparativement à l'exercice précédent.

12. Instruments financiers

Risque de taux d'intérêt

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que des emprunts qu'elle contracte à des taux d'intérêt variables.

Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a recours à des instruments financiers dérivés, plus précisément des contrats d'échange de taux d'intérêt, afin de fixer une partie de son coût d'emprunt et réduire son risque de taux d'intérêt. Ainsi, elle échange ses paiements d'intérêt à des taux variables sur sa facilité de crédit A par des paiements d'intérêt à des taux fixes. La Société a choisi de désigner ses contrats d'échange de taux d'intérêt à titre de couverture de flux de trésorerie. Les lignes directrices de la politique interdisent à la Société d'avoir recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

À la fin de chaque trimestre, la Société fournit au comité de vérification un rapport détaillé de tous ses instruments financiers dérivés ainsi que leurs justes valeurs respectives. Au 27 septembre 2008, le rapport présentait les informations suivantes :

	Taux fixe %	Taux moyen échangé %	Montant nominal \$	Échéance	Juste valeur	
					2008	2007
Contrat d'échange de taux d'intérêt	3,9480	4,1893	50	23 novembre 2008	(0,1) \$	0,3 \$
Contrat d'échange de taux d'intérêt	3,9820	4,1893	50	16 décembre 2009	(0,5) \$	0,6 \$
Contrat d'échange de taux d'intérêt	4,0425	4,1893	50	16 décembre 2010	(0,9) \$	0,9 \$

12. Instruments financiers (suite)

Une variation des taux d'intérêt aurait des impacts sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu de la Société. En se basant sur les variations des taux d'intérêt du dernier exercice, une variation de 0,5 % serait considérée raisonnablement possible. Les effets d'une telle variation auraient été les suivants :

	12 semaines Exercices financiers				52 semaines Exercices financiers			
	2008		2007		2008		2007	
	Augmen- tation de 0,5 %	Diminu- tion de 0,5 %	Augmen- tation de 0,5 %	Diminu- tion de 0,5 %	Augmen- tation de 0,5 %	Diminu- tion de 0,5 %	Augmen- tation de 0,5 %	Diminu- tion de 0,5 %
Effet sur le bénéfice net de la variation des taux d'intérêt sur les prêts et créances ainsi que sur les autres passifs à des taux variables	(0,1) \$	0,1 \$	(0,2) \$	0,2 \$	(0,8) \$	0,8 \$	(0,8) \$	0,8 \$
Effet sur les autres éléments du résultat étendu dû à la variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	0,6 \$	(0,6) \$	1,1 \$	(1,1) \$	0,6 \$	(0,6) \$	1,1 \$	(1,1) \$

Risque de crédit

Prêts et créances / cautionnements

La Société vend des marchandises à des consommateurs et des commerçants situés au Canada. Elle accorde du crédit aux commerçants au moment de la vente de marchandises. De plus, elle consent à certains d'entre eux des prêts à long terme afin de les aider financièrement dans le cadre d'acquisitions d'entreprises ou elle se porte garante de prêts consentis par des institutions financières à ces mêmes commerçants. La Société s'expose ainsi au risque de crédit.

Afin de se prémunir contre ce risque, la Société effectue une évaluation continue du crédit de sa clientèle et elle s'est dotée d'une politique de crédit définissant les conditions de crédit à respecter et les garanties à obtenir. Au 27 septembre 2008 et au 29 septembre 2007, aucun de ses clients ne représentait plus de 10 % du total des prêts et créances.

La Société détient des garanties pour couvrir son risque de crédit. Elles prennent la forme de garanties sur des actifs de ses clients tels que des dépôts, des placements en actions de la Société et/ou des hypothèques de 2^e rang sur les stocks, les biens meubles, les biens incorporels et les débiteurs.

Au cours des dernières années, la Société n'a connu aucune perte significative relativement au risque de crédit.

12. Instruments financiers (suite)

Au 27 septembre 2008 et au 29 septembre 2007, l'exposition maximale au risque de crédit pour les prêts et créances, sans tenir compte des garanties détenues, correspondait à leur valeur comptable. Au 27 septembre 2008, le montant maximum de la responsabilité éventuelle en vertu des cautionnements était de 10,6 \$ (22,5 \$ en 2007) et aucun passif n'avait été comptabilisé à cette date.

Dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie

Pour ses instruments financiers dérivés, soit les contrats d'échange de taux d'intérêt, la Société s'expose également à un risque de crédit lorsque ces contrats entraînent des sommes à recevoir des institutions financières. Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société s'est engagée auprès de quelques grandes institutions financières afin de réduire son risque de crédit.

Au 27 septembre 2008, la Société n'était pas exposée au risque de crédit à l'égard de ses dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, car ils entraînaient des sommes à payer. Au 29 septembre 2007, l'exposition maximale au risque de crédit pour les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie correspondait à leur valeur comptable.

Risque de liquidité

La Société est exposée au risque de liquidité principalement en raison de sa dette à long terme et de ses créanciers.

La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie et elle estime que ses flux de trésorerie liés à ses activités d'exploitation sont suffisants pour couvrir entièrement ses besoins de fonds liés à ses activités de financement. Sa facilité de crédit A ainsi que ses billets à moyen terme de Série A et Série B viennent à échéance seulement en 2012, 2015 et 2035 respectivement. La Société a également accès à une facilité de crédit autorisée non utilisée de 400,0 \$.